



Les syndicats des fonctionnaires tentent de gagner la bataille des rues contre les baisses de salaire. AP

# Fonctionnaires fâchés

**ESPAGNE** ► Les mesures d'austérité provoquent la colère.

**Les syndicats de la fonction publique** espagnole se sont mis en grève et ont manifesté hier pour protester contre les baisses de salaire prévues dans le cadre du plan d'austérité budgétaire du gouvernement.

Ce mouvement est considéré comme une première épreuve de force avant une éventuelle grève générale si Madrid impose ses réformes.

L'appel à la grève a été lancé pour protester contre la cure d'austérité budgétaire, qui prévoit notamment une réduction des salaires des fonctionnaires de 5% en moyenne à partir de juin et un gel de la plupart des pensions en 2011. L'objectif est de réduire de 15 milliards d'euros les dépenses publiques cette année et en 2011.

Selon les deux principaux syndicats, UGT et CC OO, le

mouvement est suivi par environ 75% des 2,6 millions de salariés, mais le Ministère du travail parle de 16%. La grève concerne l'administration, l'éducation et les hôpitaux, mais pas les transports. Le service minimum étant appliqué, la plupart des bureaux restent ouverts et fonctionnent, bien qu'à un rythme moins soutenu. A Madrid, plusieurs milliers de grévistes se sont rassemblés devant les bâtiments du Ministère du travail, agitant des drapeaux et faisant retentir des klaxons. La circulation a été brièvement interrompue.

## Injuste

Un fonctionnaire, Pablo Frutos, 52 ans, a expliqué qu'il touchait 1100 euros par mois après 22 ans de service. Il a jugé injuste que des personnes ga-

gnant aussi peu soient les plus touchées par les coupes budgétaires. Regardant ses collègues, il a ajouté: «Aucun d'entre eux n'approche les 2000 euros par mois.»

## Réforme du marché

Mais Antonio Martinez, 54 ans et employé au Ministère du travail, a confié que, comme beaucoup d'autres, il avait décidé d'ignorer l'appel à la grève, la trouvant inutile car les mesures ont déjà été approuvées. Il a cependant ajouté que le gouvernement socialiste «trahissait tout le monde, pas seulement les fonctionnaires, mais tous les travailleurs».

Le gouvernement doit dévoiler sa réforme du marché du travail aux syndicats et entreprises aujourd'hui. Le premier ministre Zapatero a prévenu

que s'ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord, le gouvernement approuverait ses propres réformes par décret le 16 juin. Les discussions, destinées à assouplir le marché du travail espagnol, sont ouvertes depuis des mois mais ont pris un caractère d'urgence compte tenu de la situation financière du pays. M. Zapatero subit des pressions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et même du président américain Barack Obama qui le poussent à prendre des mesures afin d'éviter une crise à la grecque. L'Espagne doit trouver un moyen de ramener son déficit, de 11,2% de son produit intérieur brut (PIB) en 2009, à 9,3% cette année, et éventuellement dans la limite européenne des 3% d'ici à 2013. AP